

Le fait générateur

La responsabilité pour faute à prouver par la victime

• La responsabilité pour faute simple •

La **faute simple** est l'écart entre ce qui a été fait ou non et ce qui aurait dû être fait.

Toute illégalité, même portant sur une question de procédure ou découlant d'une simple erreur d'appréciation, est constitutive d'une faute simple (CE, 1973 Ville de Paris c/ Driancourt).

• La responsabilité pour faute lourde •

La **faute lourde** n'est reconnue qu'à partir d'un certain degré de dysfonctionnement. Il doit s'agir d'une **grave erreur**.



L'exigence de la faute lourde est quasiment abandonnée.

• Les domaines où la faute lourde est maintenue •

• Le service public fiscal :

Faute lourde exigée pour les **procédures d'établissement et de recouvrement de l'impôt** quand le service fiscal a rencontré des difficultés particulières de mise en œuvre (CE, 1990, Bourgeois). Sinon, une faute simple suffit.

• Le service public de la justice :

- **Le service public de la justice judiciaire** (responsabilité étatique) Loi du 5 juillet 1972 : l'État est tenu de réparer le dommage causé par le fonctionnement défectueux du service public de la justice en cas de faute lourde ou de déni de justice. Cass, 2001, Affaire Grégory

- **La responsabilité de la justice administrative** : pour les actes détachables de la fonction juridictionnelle, le JA admet qu'une faute lourde commise par une juridiction administrative à l'occasion de l'exercice des fonctions juridiques, engage la responsabilité de l'administration et ouvre droit à indemnité (CE, 1978, Darmon).

La **faute simple** peut également résulter d'un **simple fait matériel**, c'est-à-dire d'un **mauvais fonctionnement du service** et dont les origines peuvent être diverses (carences, retard, renseignement erroné...). Dans ce cas-là le juge va rechercher si le comportement du service public a été conforme à ce que l'on pouvait attendre de lui ou non.



• Les domaines où la faute simple suffit •

• Le service public hospitalier :

Par un arrêt du CE, 1992, Monsieur et Madame, codifié par l'article L.1142-1 du Code de la Santé Publique.

• Le service public pénitentiaire :

Faute simple admise dans le cas du suicide d'un détenu (CE, 2007 M.D) ou dans le cas d'atteintes à l'intégrité physique des détenus (CE, 2008, Ministre de la Justice c/ Époux Zahouia) ou en cas de dommages causés aux biens des détenus (CE, 2008, Ministre de la Justice c/ Boussouar).

• Le service public de la police :

Faute simple, y compris pour l'intervention des services de secours (CE, 1998, Cne de Hannapes : service d'incendie) et police de bruit (CE, 2003, Cne de Moissy Crayamel), ou de police des édifices menaçants ruine (CE, 2006, Cne de Baalon).

• Les activités de contrôle :

Des **insuffisances / défaillances** dans le contrôle que l'administration exerce sur une autre entité peuvent être à l'origine d'un préjudice. Faute lourde exigée lorsque l'autorité a rencontré des difficultés (CE, Caisse d'assurance de Meurthe et Moselle). Sinon, faute simple.

La responsabilité pour faute présumée

Ici, la victime a seulement besoin d'établir **le lien de causalité entre le fait du service et son préjudice**. Il y a renversement de la charge de la preuve, car c'est l'administration qui doit démontrer qu'elle n'a pas commis de faute.



- Les dommages de travaux publics ou liés
- à un ouvrage public non dangereux

Lorsqu'un usager d'un ouvrage public (ex : piéton sur un trottoir) est **victime d'un dommage accidentel**, il lui suffit de démontrer que le préjudice subi est causalement dû à cet équipement. c'est au maître d'ouvrage de prouver qu'aucune faute n'a été commise.

Le service public hospitalier

Même si la responsabilité du fait du service hospitalier reste pour l'essentiel engagée sur la base d'une faute simple à prouver, il existe des exceptions. Si **l'examen des faits ne permet pas de connaître avec certitude l'origine du dommage**, le juge **présume l'existence d'une faute** (CE, 1962, Meier : un patient avait subi une paralysie du bras gauche suite à une injection intraveineuse). Ce régime s'applique à l'ensemble des dommages inexpliqués.



La responsabilité sans faute

Il faut seulement prouver le lien de causalité entre le fait du service et le préjudice. **Le préjudice doit être personnel, direct, anormal et spécial.**

- La responsabilité sans faute pour risque

- Choses, activités, méthodes et situations dangereuses :

Les ouvrages publics dangereux (exemple : CE, 1919, Regnault-Deroziers) ou **encore les armes à feu** (CE, 1949, Consorts, Lecomte, Franquette et d'Aramis).

- Les produits dangereux :

Contamination par le **virus** du Sida via centres de transfusion sanguine (CE, 1995, N'Guyen).

- Les méthodes dangereuses :

Exemple : quand **l'administration expérimente de nouvelles méthodes** de réinsertion sociale ou de traitement thérapeutiques (CE, 1956, Thouzelier : régime de semi-liberté pour les mineurs délinquants).





Art. L.2216-3 du
CGIT et L.211-10
Code de la
sécurité intérieure



- **Les situations dangereuses :**

L'administration peut avoir exposé pour des raisons impérieuses d'intérêt général, ses agents à des risques exceptionnels qu'elle doit donc garantir. Ex : une institutrice enceinte exposée en permanence au danger de la contagion de la rubéole comporte pour l'enfant à naître un risque anormal et spécial (CE, 1968, Dame Saulze).

- **Les attroupements et rassemblements :**

L'État est civilement responsable des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis, à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés.

- **Les dommages accidentels de travaux publics concernant les tiers :**

La victime, tiers ne profite pas de l'ouvrage ou de l'exécution des travaux publics qui y sont liés (Ex : CE, 1973, Cne de Chamonix, pour la chute du toit d'un bâtiment public, d'un bloc de neige sur une voiture).

- **Le risque autorité :**

Ce sont les dommages causés par les personnes qui se trouvent sous la garde de l'administration. Celui qui exerce un pouvoir doit en assumer les risques (responsabilité du fait des personnes que l'on a sous sa garde - Cass, 1991, Blic). Ex : mineur en danger ou délinquant placé sous la garde d'une personne publique (CE, 2005, GIE Axa Courtage).

- **Le risque sériel :**

Nombre important de victimes enclenche un mécanisme de solidarité nationale conformément au préambule de la constitution de 1946 (solidarité de tous les français devant les charges qui résultent de calamités nationales).



- **La responsabilité pour rupture d'égalité devant les charges publiques**

- **Les préjudices causés par les mesures administratives régulières :**

Décisions réglementaires : (décision réglementaire légale cause à une personne ou à une catégorie de personnes des préjudices anormaux (CE, Commune de Gavarnie, modification de voies d'accès au Cirque de Gavarnie a entraîné la chute brutale du chiffre d'affaires d'une boutique de souvenirs).

Décision individuelle (CE, 2009, Sté Orly Parc : sauf risque excessif de troubles à l'ordre public, l'autorité administrative est toujours tenue d'accorder le concours de la force publique pour faire exécuter une décision de justice).



- **La responsabilité sans faute du fait des lois, des traités et des actes de gouvernement :**

L'impossible responsabilité du fait des actes du gouvernement (CE, 1988, Sté Sapvin).

La responsabilité sans faute du fait des traités (CE, 1966, Compagnie générale radioélectrique).

La responsabilité sans faute du fait des lois (CE, 1938, Sté anonyme des produits laitiers "La Fleurette" : une loi avait interdit la fabrication de certains produits, ce qui avait obligé la société à cesser son activité.

- **Les dommages permanents de travaux publics subis par les tiers :**

Un équipement public peut être l'origine des troubles de voisinage. Les préjudices doivent être réparés, dès lors qu'ils sont spéciaux et anormaux. Ex : CE, 1962, EDF c/ Faivre : fumées et poussières provenant d'une centrale technique.